

A qui voudra répondre

Autor(en): **Bovet, E.**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Wissen und Leben**

Band (Jahr): **20 (1918)**

PDF erstellt am: **13.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-749812>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

A QUI VOUDRA RÉPONDRE

Puisqu'il le faut, allons-y!

Dès les premiers jours de son existence, dès le mois d'octobre 1907, notre revue a cherché à provoquer et à alimenter une discussion sincère et féconde sur le problème essentiel de notre vie politique, qui est dans le juste équilibre entre deux nécessités : celle d'une nation forte et celle des libres individualités. Du point de vue psychologique (qui est le plus élevé), c'est le problème de l'esprit suisse; du point de vue politique (plus restreint), c'est le problème du fédéralisme.

Nous avons *discuté*, loyalement, en ouvrant la revue aux opinions les plus diverses; nous avons désiré apprendre, préciser nos idées, élargir notre horizon; *car il n'importe pas d'avoir toujours eu raison*, sans varier jamais; il importe de chercher la vérité. Nous étions ainsi un groupe d'esprits indépendants, unis non point par un dogme religieux ou politique, mais par un même désir de trouver la juste corrélation entre l'individu, la patrie et l'humanité, par un même désir de liberté dans les limites d'une discipline nouvelle, consciente et spontanée. Et nous avons fait les sacrifices nécessaires afin que la revue demeure libre de toute influence officielle, de toute préoccupation économique, de toute école; afin qu'elle soit comme une pépinière d'arbres jeunes et droits.

La guerre a brusquement imposé d'autres préoccupations. Entendons-nous bien. Si, par la guerre même, nous devons entrer dans une ère nouvelle, qui sera vraisemblablement sociale et internationale, la réalisation des unités nationales n'en sera que plus impérieuse; puisque, logiquement, la „Société des nations“ ne saurait embrasser que des nations conscientes de leur individualité et de leur mission; — mais enfin, tant que la guerre dure, d'autres devoirs plus urgents réclament notre attention. Il me semblait que nous pouvions remettre aux jours de paix toute discussion sur la forme future de notre lien national.

Je me trompais. Le parti majoritaire, oubliant totalement les principes qui firent sa force (les principes de 1848), uniquement soucieux de conserver le pouvoir par une longue série de compromis et par de lâches silences, le parti majoritaire a discrédité la centralisation politique, en lui substituant la bureaucratie adminis-

trative et l'autocratie anonyme. Et la minorité profite de ces erreurs pour menacer tout ce que nous avons acquis en 1874 et pour relever l'étendard de l'autonomie cantonale; politique habile, sans doute, du point de vue de parti, mais néfaste pour l'esprit national.

Les journaux des partis adverses ne songent nullement à discuter, à prendre une question dans son ensemble, et à trouver la voie *nouvelle* qui pourrait nous réunir tous dans un grand effort; ils s'accrochent aux épaves du passé, aux formules vieilles. Démocratie, centralisation, libéralisme, fédéralisme, raison d'Etat, autant de notions avec lesquelles on jongle sans chercher à en définir le sens précis.

* * *

Le 30 septembre 1917, M. Fleiner faisait à la Nouvelle Société helvétique (Assemblée générale de Zurich) une conférence sur le sujet: *Centralisation et fédéralisme en Suisse.*¹⁾ Il y montrait en quoi notre système fédératif se distingue de celui des Etats-Unis et du système allemand; il montrait ensuite comment le progrès des droits populaires mène à la centralisation, mais il relevait aussi, dans une dernière partie, les grands services rendus à l'éducation politique par l'activité des cantons. A mon avis, M. Fleiner exagère ces services et n'insiste pas assez fortement sur la différence qu'il y a entre l'administration et la politique; mais enfin son exposé était un essai très remarquable de conciliation et pouvait ouvrir une discussion féconde.

Qu'est-il arrivé? Les journaux majoritaires, qui se méfient de la Nouvelle Société helvétique, n'ont pas fait de commentaires. Parmi les journaux de la minorité, la *Gazette de Lausanne* donna de la conférence une excellente analyse (signée Rogivue), très complète, claire et objective. Le *Journal de Genève* par contre ne résuma que la dernière partie et „annexa“ simplement M. Fleiner au fédéralisme. Mais voici bien mieux encore: dans la *Bibliothèque universelle* du 1^{er} mai (p. 289—290) je trouve une analyse du texte imprimé de la conférence, avec deux citations entre guillemets, introduites toutes deux par un „dit-il“; il s'agit donc bien de citations textuelles. La deuxième est tirée en effet de la brochure Fleiner, page 26 du texte français. Mais la première? La voici:

¹⁾ Le texte en a paru, en allemand et en français, chez Rascher, Zurich.

„Notre force, dit-il, est dans le fédéralisme ou l'autonomie absolue des cantons, qui est le seul moyen de maintenir pour chez nous l'esprit démocratique.“ Or, dans toute la brochure Fleiner il n'y a pas un mot sur l'„autonomie“ des cantons; le mot a été soigneusement évité par l'auteur et pour de bonnes raisons.

Un autre exemple: Le *Journal de Genève* du 2 mai publie un petit article intitulé „Liberté et unité“. On y cite quelques lignes de M. W. Oechsli; entre autres celles-ci: „Partout où l'œuvre d'unification est nécessaire, s'étend le champ d'activité du pouvoir fédéral. Là, nous voulons lui laisser entière liberté et prendre patiemment notre parti d'inconvénients qui sont ceux de toute grande administration. Mais partout où l'unité n'est pas une nécessité, partout où la diversité reste un bienfait, laissons faire les cantons. Le ciel nous garde d'échanger contre l'uniformité l'heureuse variété de nos institutions cantonales, de faire de notre Etat la machine administrative tout entière commandée par un organe central...“ Je suis entièrement d'accord et je demande simplement qu'on dise avec netteté où l'unification est nécessaire. Mais voici le commentaire du *Journal de Genève*: „Les paroles du maître zuricois méritent d'être méditées. Elles font la part des nécessités politiques, ces fameuses nécessités qui sont le dogme — ou l'oreiller de paresse — de tant de politiciens qu'affole l'idée de poursuivre un idéal à la fois social et moral.“ Franchement, l'auteur de ces lignes devrait bien nous expliquer ce qu'il a voulu dire...

Un dernier exemple: On vient de réunir en un volume (*Le témoignage d'un citoyen*) quelques études d'Albert Bonnard sur la politique suisse, études vivantes et suggestives auxquelles cette revue consacrera bientôt un article. Dans la préface de l'éditeur je lis les lignes suivantes: „Il est des formes sournoises de centralisation. On vit naguère préconiser chez nous la formation d'un esprit suisse, sorte de mentalité nationale mi-germanique, mi-latine, destinée, dans la pensée de ses partisans, à mieux assurer notre indépendance en encourageant une culture nationale autochtone. Le clair bon sens d'Albert Bonnard dénonça d'emblée l'inanité de cette tentative, qui, si elle eût passé dans les faits, aurait abouti à la naissance d'une sorte de monstre ethnique, à une déformation et une domestication des esprits. C'était la raison d'Etat appliquée au domaine de la pensée.“ Je sais qu'Albert Bonnard avait, sur

certains points, des idées très opposées aux miennes ; mais il n'aurait pas écrit les lignes qu'on vient de lire. Je me tâte pour savoir si je rêve. Né Vaudois, vivant à Zurich, parlant et écrivant presque indifféremment les trois langues nationales, croyant de toute mon âme à une mission de la Suisse, autre que celle de la hallebarde ou du sommelier de Palace, me voici donc devenu une mentalité mi-germanique, mi-latine, qui travaille sournoisement à une domestication des esprits...

Mais puisqu'on cite si volontiers quelques lignes des Zuricois Oechsli et Fleiner, pourquoi n'a-t-on pas remarqué et médité certaines pages du Français de Tocqueville, publiées ici le 1^{er} mars 1918?

La façon dont on parle politique, chez nous, est tout simplement scandaleuse, indigne de vrais républicains.

Je prie mes adversaires de vouloir bien répondre clairement aux questions suivantes :

1. Admettez-vous une différence entre la vie politique et la vie administrative ?
2. Si oui, admettez-vous la nécessité d'une concentration politique ?
3. Pensez-vous que la mentalité étatiste soit particulière aux „centralisateurs“ et qu'on ne la trouve pas chez les fédéralistes ?

Je m'engage à publier ici toutes les réponses qu'on voudra bien donner à ces questions, qui ne sont qu'une entrée en matière.

ZURICH

E. BOVET



DAS LIED DER STERNE

Von ARTHUR MEYER

Und wieder füllest du mein Ohr
Du ewig Lied der Sterne.
Die Klage, die der Tag beschwor,
Verhallt versöhnt in eurer Ferne.

Zur sanften Ruhe wird der Schmerz,
Zu friedlich Murmeln wildes Rauschen,
O Nacht du Gottes Wunderherz
O dürft' ich ewig deinen Psalmen lauschen!

